



204 AVENUE DE COLMAR
67100 STRASBOURG

Marchés
Transports de bénéficiaires des établissements
du Pôle Handicap en Alsace
2025-2030

13 LOTS

Cahier des Clauses Administratives et Techniques

ARTICLE 1 - OBJET DES MARCHES - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché:

L'ARSEA – association régionale reconnue d'utilité publique œuvre dans les trois champs de la protection de l'enfance, du handicap et du développement social

En lien avec ses obligations, issues des dispositions du code de l'action sociale et des familles, l'ARSEA assure des prestations de transport des enfants et adultes en situation de handicap accueillis dans ses structures, sur tout le territoire alsacien (Haut-Rhin et Bas-Rhin).

Toute modification de ces obligations légales et réglementaires, ayant un impact sur la consistance et le contenu des marchés, donnera lieu aux avenants correspondants ou selon leur incidence à la résiliation anticipée du marché.

Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les titulaires des marchés des 13 lots assurent le transport des bénéficiaires, enfants et adultes des établissements et structures de l'ARSEA

1.2 - Consistance du marché

Le détail et les conditions spécifiques de chaque lot sont indiqués en annexe 1

Les listes des localités de départ et d'arrivée des bénéficiaires de chaque lot sont indiqués en annexes 2

Chaque attributaire de marché se verra remettre par l'établissement une liste nominative des bénéficiaires au démarrage de la prestation ou selon les évolutions intervenues

Ces listes sont susceptibles d'être modifiées notamment en fonction de l'admission ou du départ des bénéficiaires ou de changements d'adresse des bénéficiaires accueillis.

Chaque candidat peut répondre de manière distincte pour un ou plusieurs lots (acte d'engagement spécifique à chaque lot) en proposant une organisation en une ou plusieurs lignes avec la condition impérative qu'un trajet domicile/établissement ne doit pas dépasser 1h.

Il n'est pas possible de mutualiser les trajets entre lots distincts et une localité peut comporter plusieurs arrêts.

1.3 – Sous-traitance

Conformément aux règles relatives à la sous-traitance, il est rappelé que l'exécution en sous-traitance des prestations prévues par le présent marché n'est possible qu'après avoir obtenu de la personne responsable du marché, une acceptation expresse du (ou des) sous-traitant(s) et des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation, le titulaire doit impérativement remettre à l'ARSEA :

- la licence « communautaire » délivrée au transporteur (décret n°85-891 du 16 août 1985 modifié)
- l'attestation de capacité du dirigeant,
- une note de présentation de l'entreprise portant sur ses capacités techniques et financières et, donnant des indications sur la qualité de l'exécution des prestations demandées,
- la déclaration du candidat modèle DC4 (imprimé Cerfa 30-3552),
- les justificatifs fiscaux et sociaux visés à l'article 46 du Code des Marchés Publics.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

1.4 – Durée du marché

Le marché est conclu par périodes annuelles pour une durée maximale de 5 ans.

La reconduction annuelle est tacite (elle peut être confirmée par simple courriel de l'établissement)
En cas de non reconduction à l'issue d'une période annuelle, l'établissement concerné en informera le prestataire au moins 3 mois avant l'échéance par courrier RAR

Le titulaire s'engage à effectuer le ramassage des bénéficiaires à compter de la date de démarrage du marché indiquée pour chaque lot dans l'annexe 1 : août 2025 ou janvier 2026

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- 1/ Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques ;
- 2/ Pour chaque lot les annexes 1 et 2
- 3/ L'acte d'engagement et son annexe « offre du prestataire »

ARTICLE 3 – NATURE ET COMPOSITION DES PRIX

3.1 – Contenu du prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de réception des offres à savoir MAI 2025.

1/ **Le montant du marché est révisé annuellement** au 1^{er} octobre pour tenir compte de l'évolution générale des prix par application de la formule suivante :

$$I_n = I_o (0,01 + 0,54 \frac{S_n (1 + Ch_n)}{S_o (1 + Ch_o)} + 0,28 \frac{M_n}{M_o} + 0,17 \frac{E_n}{E_o})$$

I : Indice

S : Salaire convention collective « voyageurs » coefficient 140 V conducteurs ayant 5 ans d'ancienneté

CH : décompte des charges sur salaires

M : prix de vente industriel série autocars

E : prix moyen TTC gazole à la pompe France entière

Nota : - le symbole « o » indique la valeur d'origine du tarif et des paramètres ;

- le symbole « n » indique leur nouvelle valeur ;

- le paramètre « E » tient compte des modifications intervenues en matière de récupération de la T.V.A. et de la T.I.P.P.

Le résultat de l'application de cette formule ne pourra toutefois excéder une augmentation des prix supérieure à l'inflation (données insee) sur la même période annuelle.

Les montants facturés sont assujettis à la TVA en vigueur

2/ Les modifications relatives à la consistance et aux modalités d'exploitation des services demandées par l'ARSEA, à savoir les modifications d'effectifs, qui entraîneraient une variation significative du montant du marché feront impérativement l'objet d'un avenant. Toutefois, celui-ci ne pourra modifier l'économie générale du marché. Aucune modification tarifaire ne sera acceptée en l'absence de signature d'un avenant.

Dans ce cas, le prestataire devra justifier son nouveau prix dans les mêmes formes que dans l'offre initiale.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales et autres, concernant les prestations de transport de personnes, ainsi que tous les frais afférents (carburants, assurances, .)

3.2 - Règlement des prestations

Les factures seront établies mensuellement en 1 exemplaire pour chaque lot, sur lesquelles seront mentionnées les dates de ramassage, les circuits et les coûts, ainsi que le nombre de km parcourus.

Le transporteur sera réglé du montant de sa facture dans les 30 jours qui suivent sa réception.

ARTICLE 4 – PENALITES

Des pénalités, venant en déduction des sommes dues au titulaire, seront appliquées lorsque l'exécution des services n'est pas conforme aux prescriptions du marché, sauf cas de force majeure.

Elles s'élèvent à :

- 200 € par jour en cas de non-exécution d'un service ou en cas d'exécution d'un service avec un retard de plus (+) de 30 minutes. Cette pénalité s'applique à chaque véhicule, lorsque plusieurs dysfonctionnements sont relevés. Dans ce cas le paiement du service correspondant n'interviendra pas.
- 100 € par dysfonctionnement en cas de mauvaise exécution d'un service, non-respect de l'itinéraire, des horaires ou de non-respect de l'une des clauses du C.C.A.T.

La non-exécution du contrat sera constatée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire du marché.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE TRANSPORT DES BENEFICIAIRES

5.1 – Effectifs transportés

En cas de surnombre, le prestataire devra aviser immédiatement l'établissement. Si celui-ci rend nécessaire la mise en place de moyens nouveaux, un avenant au marché sera passé.

Il est entendu que le prestataire aura cherché et fait en amont toutes les modifications nécessaires pour optimiser les circuits déjà en place et compléter le remplissage des véhicules, même si cela nécessite une réorganisation de plusieurs circuits.

Les établissements tiennent le transporteur informé de toute modification éventuelle : changement du lieu d'embarquement, déménagement d'un bénéficiaire, changement d'une situation personnelle etc ... charge au transporteur de transmettre les informations aux chauffeurs concernés. Ces modifications peuvent être régulières et doivent prises en compte en temps réel.

5.2 – Réduction du nombre de services :

Le prestataire ne pourra notamment pas s'opposer à une réduction du nombre de services et/ ou de leurs caractéristiques physiques dans les cas suivants :

- lorsque le ou les services ne sont plus adaptés par suite d'une modification demandée par les autorités de contrôle des établissements, d'une diminution des effectifs, de modifications des horaires et des jours de présence dans les établissements.

Le prestataire ne pourra bénéficier d'aucune indemnité mais devra être prévenu 60 jours au moins avant la nécessité de réduction du service.

5.3 – Sécurité des bénéficiaires

Le prestataire est tenu de transporter les bénéficiaires assis dans le respect de la réglementation en vigueur dans ce domaine.

Les opérations d'embarquement et de débarquement des bénéficiaires doivent impérativement être effectuées aux emplacements prévus par l'établissement. Ces emplacements sont communiqués aux parents/tuteurs par l'établissement. L'établissement est seul habilité à communiquer ces emplacements et les modifications éventuelles au prestataire.

5.4 Obligations du prestataire et de son personnel

L'ensemble du personnel du prestataire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations du présent cahier des charges reste, en toute circonstance et exclusivement, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du prestataire

Le prestataire s'engage à n'affecter à la réalisation de la mission que du personnel en règle au regard de l'ensemble des obligations légales et réglementaires, notamment sociales et fiscales

Obligations du prestataire

- mettre à disposition pour chaque site, un interlocuteur de proximité qui sera également le contact des familles, en charge de transmettre les informations du quotidien : chauffeurs absents, modification d'une tournée, ...et d'organiser la régulation des relations entre bénéficiaires, leurs familles et le chauffeur
- en cas d'absence d'un chauffeur : il est soit remplacé soit une double tournée est organisée pour permettre le ramassage de l'ensemble des bénéficiaires
- organiser avant la rentrée, une prise de contact du chauffeur avec les familles pour se présenter et annoncer les heures de passage.
- en cas de changement de chauffeur et au regard de la fragilité des personnes transportées, de prévenir les familles au préalable
- de participer à 2-3 réunions « établissements et chauffeurs » par site et par an ou plus en situation problématique
- en cas de situation problématique, à se concerter avec la direction de l'établissement, afin de trouver une solution

Le prestataire est également informé de la mise en place par l'ARSEA, d'un protocole de signalement et traitement des faits de maltraitance

Obligations des conducteurs :

- Une stabilité du conducteur affecté à un circuit est exigée pour préserver les repères de la personne
- Les chauffeurs devront adopter une posture professionnelle bienveillante et bien-traitante adaptée aux différents publics en situation de handicap
- Ils devront avoir un comportement et un langage exempt de tous reproches en matière de mœurs et adopter une attitude de réserve.
- Ils seront tenus d'avoir à l'égard des parents, bénéficiaires et personnel des établissements un comportement de qualité.
- Ils devront s'assurer que la personne handicapée est bien arrivée à destination soit en la remettant à son responsable légal, éducateur ou référent, soit en la déposant ou l'accompagnant le plus près possible de son établissement, domicile ou lieu de rendez-vous.
- En cas de transport comportant des changements, le chauffeur s'assurera que la (les) personne(s) handicapée(s) a (ont) bien été prise(s) en charge par le véhicule de liaison. Si la liaison n'a pas lieu, le chauffeur prendra contact avec l'établissement qui lui indiquera les dispositions à prendre ou en cas d'impossibilité de joindre la structure prendra l'initiative de :
 - la transporter jusqu'à son point de destination,
 - raccompagner la personne à son point de prise en charge.

L'ARSEA se réserve le droit d'interdire l'accès aux divers établissements et de demander le remplacement immédiat des chauffeurs jugés indésirables ou ne donnant pas satisfaction. Elle s'engage à communiquer au prestataire tout élément justifiant de sa décision. Tout dépôt de plainte visant un chauffeur entraîne le remplacement immédiat de celui-ci.

Respect de l'itinéraire et des arrêts

Le titulaire se doit de respecter les horaires et itinéraires définis dans l'offre ou ultérieurement.

L'arrêt doit être assuré au point prévu.

L'ordre des points de ramassage et de destination étant des points de repère pour la personne handicapée, il convient de les respecter scrupuleusement.

L'horaire est considéré comme non respecté lorsque le véhicule passe avec un retard de plus de 15 minutes, sauf cas de force majeure ou intempérie.

Modifications temporaires de l'itinéraire

L'établissement ne peut être tenu pour responsable des éventuelles perturbations occasionnées dans l'usage de la route (travaux, manifestations, etc.) pour lesquelles le titulaire se doit de se conformer aux conditions de circulation posées par les autorités compétentes.

Les faits prévisibles ou non, engendrant une modification temporaire de l'itinéraire, ne donnent lieu ni à avenant, ni à rémunération supplémentaire.

Le prestataire ne pourra pas prétendre à une rémunération supplémentaire pour toute modification venant de sa propre initiative, quelle que soit l'étendue et la durée de celle-ci.

Dispositions relatives aux transports

Les véhicules devront assurer un confort pour les personnes transportées

Les sièges auto seront à la charge du prestataire s'ils sont nécessaires au regard de l'âge du public transporté ou du gabarit des personnes transportées, ainsi que les blocs ceinture. Tout autre équipement est à la charge de l'établissement ou du service (harnais etc.).

Tous les véhicules doivent posséder une identification visuelle et repérable au nom de l'entreprise et un signal « enfant » à apposer si nécessaire.

Le transporteur est responsable des accidents survenus par son propre fait ou celui de son personnel durant l'exécution des transports.

En cas d'accident, le transporteur prendra toutes les mesures immédiates et nécessaires pour assurer la continuité du transport de la ou des personnes transportées et préviendra aussitôt le responsable de la structure d'accueil dont dépend la personne.

En cas d'accident rendant inutilisable le véhicule, le transporteur s'engage à pourvoir à son remplacement par un autre de capacité similaire et comportant les équipements équivalents.

Etat des véhicules

Le titulaire est responsable de la conformité, de l'entretien et du bon état des véhicules, ainsi que des installations s'y rapportant.

Chaque véhicule doit être équipé d'un système de téléphone mobile (avec dispositif « main libre ») et un système de géolocalisation permettant un contact immédiat en cas d'urgence.

Le prestataire adaptera ses équipements aux conditions climatiques (pneus neiges si nécessaires).

Le prestataire doit mettre à disposition tous dispositifs d'hygiène et de sécurité et adapter le nettoyage régulier des véhicules selon les conditions sanitaires de transport en vigueur.

Sinistre dans le véhicule du fait des occupants

En cas de sinistre occasionné par les occupants du véhicule (dégradation, salissure...), le prestataire informe la structure dans les meilleurs délais pour définir les modalités de prise en charge (déclaration d'assurance).

Documentation dans les véhicules

Le conducteur doit disposer des documents réglementaires et autres documents utiles notamment

- Des documents réglementaires (permis de conduire, carte grise ...),
- De la liste des voyageurs admissibles dans le véhicule,
- De la fiche circuit indiquant l'itinéraire, les arrêts et horaires à respecter
- D'un mémento sur la conduite à tenir et sur les personnes à prévenir en cas d'accident (au minimum, les numéros de téléphone des pompiers, gendarmerie, établissement.)

ARTICLE 6 - RESILIATION

6.1 – Par l'autorité organisatrice sans indemnisation

La convention peut être résiliée unilatéralement, sans indemnité, par l'ARSEA en cas de :

- non-respect des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ;
- changement des dispositions législatives ou réglementaires impactant les obligations de l'ARSEA
- disparition de l'entreprise de transport pour quelque cause que ce soit ou radiation du registre de transports publics routiers de personnes du Département ;
- mise en liquidation judiciaire ;
- en cas d'impossibilité d'assurer la continuité du service pendant la phase du règlement judiciaire ;
- cession du contrat à un tiers sans autorisation de l'ARSEA.
- sous-traitance non acceptée expressément ;
- interruption totale ou partielle du service, sauf cas de force majeure ou de grève ;
- inobservation grave ou transgression répétée des clauses du présent C.C.A.T. et notamment en cas de retards répétés.
- de faute grave ou malversation dûment établies ;
- de manquements graves aux règles de sécurité, en particulier le défaut d'entretien du matériel
- le comportement dangereux et inapproprié d'un chauffeur ;
- d'interruption totale ou partielle du service pendant plus de cinq jours consécutifs ou dix jours durant l'année, cas de force majeure, d'intempéries ou de grèves exceptées.

L'exploitant est mis en demeure de remédier aux fautes constatées dans le délai que l'ARSEA lui imparti. Si de nouveaux manquements sont constatés malgré la mise en demeure, l'ARSEA prononce la résiliation qui prend effet au jour de sa notification.

6.2 – Par l'autorité organisatrice avec indemnisation

En cas de diminution de plus de 20 % des effectifs, le contrat peut être dénoncé par l'organisateur par lettre recommandée, adressée au moins 60 jours avant le 30 juillet de chaque année

ARTICLE 7 – ASSURANCES ET CONTROLES DES VEHICULES

L'exploitant est tenu, de souscrire l'ensemble des assurances nécessaires à son activité, conformément aux dispositions légales en vigueur, notamment une assurance illimitée pour la couverture des « risques tiers et voyageurs transportés » pour l'ensemble des véhicules utilisés

Il doit fournir ses attestations d'assurances à jour au moment du dépôt de son offre et par la suite sur simple demande de l'ARSEA

Le titulaire du marché devra se conformer aux obligations de contrôle des véhicules dans les conditions fixées par les textes en vigueur et être en capacité de fournir tout justificatif sur simple demande de l'ARSEA

ARTICLE 8 – LITIGES

L'ARSEA et l'exploitant conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la convention feront l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation, les litiges seront soumis à la juridiction compétente du ressort de l'organisateur.

Strasbourg, le

Vu et accepté par le candidat soussigné

A , le

(signature et cachet)